

Grand entretien avec Jean-Claude Caron

Révoltes populaires et révoltes étudiantes au XIX^e siècle

Savoir/Agir: Vous vous êtes intéressé aux révoltes populaires et aux révoltes étudiantes au XIX^e siècle. En relisant votre livre sur les générations romantiques¹, nous avons cherché à repérer les homologues possibles entre la jeunesse étudiante du XIX^e siècle et celle de 1968. Nous voudrions d'abord vous interroger sur les rapprochements possibles, mais, bien sûr aussi, sur les écarts entre la morphologie de la Jeunesse des Écoles du XIX^e siècle et celle des étudiants soixante-huitards, notamment sous l'angle des origines sociales (des « héritiers » ?), des disciplines, du genre, de l'opposition entre facultés et grandes écoles ?

JEAN-CLAUDE CARON
Professeur d'histoire contemporaine,
université Blaise-Pascal,
Clermont-Ferrand

Propos recueillis
par Annie Collovald
et Gérard Mauger

Jean-Claude Caron: Depuis les travaux de Gérard Noiriel, nous sommes convaincus de la fécondité de la sociohistoire. S'agissant des étudiants, comme des ouvriers, il faut d'abord s'interroger sur le mot lui-même. Désigne-t-il la même réalité aujourd'hui et au cours de la première moitié du XIX^e siècle ? La question se pose en particulier pendant les années 1968. C'est l'époque où on réédite par exemple Jules Vallès et Michelet. En résumé, on croit ou on veut faire croire que les étudiants de 1968 sont les héritiers en ligne directe de ceux, par exemple, de 1848. Ce qui a fait fantasmer un peu. On a voulu rejouer Vallès et la manifestation de rue. C'était une sorte de facilité, le piège de la vrai(e)-semblance, qui est en fait une sorte de faux-semblance. On irait de même dans une fausse direction si on confondait les étudiants de 1990-2000 avec ceux des années 1850.

Pour être plus précis : il y a environ 10 000 étudiants en 1830 pour une population de 31 millions d'habitants. Le rapport quantitatif n'a donc strictement rien à voir avec

1. Jean-Claude Caron, *Généralisations. Les étudiants de Paris et le Quartier latin, 1814-1851*, Paris, Armand Colin, 1991.

ce qu'il était en 1968, avec un million d'étudiants, encore moins avec aujourd'hui où il y en a plus de deux millions. La population globale est loin d'avoir augmenté dans les mêmes proportions. Mais le quantitatif joue évidemment sur le qualitatif. Les étudiants de 1850 étaient bien davantage sélectionnés et répondaient pleinement à la notion bourdieusienne d'héritiers. Il y a cependant une difficulté à l'établir de façon indiscutable, les registres d'étudiants de l'époque ne mentionnant que rarement la profession des pères. Mais même s'il est difficile de l'établir de façon statistique, on peut affirmer qu'il existe une forme de népotisme, de transmission de certains types de métiers au sein des classes bourgeoises. Il vaut sans doute mieux être fils de médecin pour devenir médecin soi-même à cette époque.

On peut parler de filières nobles, parce que professionnalisantes, comme le droit et la médecine. La théologie, à l'inverse, est en plein déclin, avec l'arrivée des petits séminaires qui vont rapidement concentrer la formation des ecclésiastiques. L'université n'attire plus que ceux qui veulent aller très loin, vers un doctorat de théologie par exemple. Quant aux lettres et aux sciences, elles restent, jusqu'à la Troisième République, des disciplines pour « amateurs » : on vient écouter une personnalité, quelqu'un ayant une certaine notoriété. Ce sont certes aussi des filières qui préparent à l'enseignement secondaire, à une époque où l'on commence à normaliser les recrutements et à exiger la licence. Mais cela reste marginal à l'époque : ce sont donc des facultés « académiques », au sens traditionnel de ce terme. Pour le droit et la médecine, l'objectif peut être plus large que professionnel : une grande partie du personnel politique de l'époque a été formée dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Le droit joue le rôle de faculté de sciences politiques – Gambetta, par exemple, a suivi cette filière. Clemenceau était lui médecin et fils de médecin avant de devenir un homme politique.

Les étudiants étaient presque exclusivement des garçons. La première bachelière a été Julie Daubié² en 1861. Mais elle ne fut pas admise à l'université pour autant et prépara seule la licence ès lettres qu'elle fut la première à obtenir en 1872. C'est paradoxalement l'impératrice Eugénie, pas vraiment progressiste par ailleurs, qui intervint pour que les facultés

2. Julie-Victoire Daubié (1824-1874) avait obtenu en 1844 le « certificat de capacité » l'autorisant à enseigner. Elle obtient son baccalauréat en 1861 mais attendra longtemps son diplôme, le ministre Gustave Rouland refusant de le signer pour ne pas « ridiculiser le ministère de l'Instruction publique ».

s'ouvrent aux filles. Elles restèrent très peu nombreuses à obtenir le baccalauréat jusqu'à la guerre en 1914, malgré la loi Camille Sée créant les lycées publics de jeunes filles en 1880. Elles se destinaient en général aux facultés de lettres et à l'enseignement. La médecine les accueillit à la fin du siècle, car « la femme qui soigne » reste une image dominante. En revanche, le droit demeura longtemps pour elles un bastion imprenable. Les premières femmes qui obtinrent leur diplôme autour de 1900 (ainsi Jeanne Chauvin) se heurtèrent à des difficultés pour s'inscrire à un barreau. On n'imaginait pas à l'époque une femme dans un prétoire !

Les grandes écoles forment un monde à part. Par rapport aux étudiants, leurs « élèves » sont à la fois identiques, par leur origine sociale, et différents, par leur statut. La hiérarchie que nous connaissons aujourd'hui existe déjà. Pour la plupart internes, ils sont donc moins libres que les étudiants, vivent davantage entre eux, au rythme des promotions annuelles, qui sanctionnent la réussite à des concours très sélectifs. Les élèves des grandes écoles se perçoivent donc comme une élite, notamment ceux de l'École normale supérieure ou de l'École polytechnique. Ce sont des écoles qui ont longtemps conservé une sensibilité « républicaine », étant destinées, à leur création, à former les « savants de la République ». Les élèves sont souvent politiquement plus engagés que les étudiants. En 1848, les polytechniciens sont ainsi du côté du gouvernement provisoire républicain – ce qui les motive par ailleurs pour faire barrage aux « rouges » qui veulent instaurer une république sociale.

S/A : La Jeunesse des Écoles du XIX^e siècle et les étudiants soixante-huitards ont au moins en commun un lieu : le Quartier latin. Outre le site, peut-on mettre en évidence des homologues dans les styles de vie, dans les formes de sociabilité étudiante ? Nous pensons en particulier à l'affranchissement des pesanteurs familiales des provinciaux « montés à Paris », aux rapports avec « la bobème », etc.

Jean-Claude Caron : La majorité des étudiants parisiens viennent de province. Ce n'est pas anecdotique car leur déracinement est réel, ce qui les coupe de leur environnement habituel et de leurs relations familiales ou amicales.

De nombreux petits ouvrages – comme les « physiologies » – insistent sur ce point. Mais il faudrait évidemment en éliminer les stéréotypes, souvent repris de publication en publication. Une autre caractéristique de Paris est d'être à cette époque une capitale universitaire européenne. La médecine attire en particulier de nombreux étudiants étrangers. Mais aussi, de façon plus inattendue, le droit : beaucoup de ces étudiants constitueront les élites de pays européens alors en gestation et y introduiront, en l'adaptant, le Code civil français.

S'agissant des lieux de vie, les étudiants habitent surtout les XI^e et XII^e arrondissements du Paris de l'époque, sur la rive gauche, avec en son cœur le Quartier latin. C'est le vieux Paris médiéval, populaire aussi, difficile à surveiller par la police avant les percées haussmanniennes. Mais cela n'inquiète pas trop les autorités parce que les étudiants passaient pour peu discrets : les rapports de police étaient donc généralement bien informés. Il existe par ailleurs un fort « compatriotisme » : les étudiants se regroupent par régions d'origine. Les hôteliers le savaient bien, qui nommaient leurs hôtels *de Normandie*, *de Gascogne*, etc., pour attirer les étudiants concernés. Les chambres sont à l'étage, la table d'hôte où les pensionnaires prennent leurs repas en commun est au rez-de-chaussée. Cela entraîne une forme de promiscuité à laquelle certains – Vallès par exemple – se refusent. Restent alors les garnis, ancêtres des chambres de bonnes actuelles. Toute une activité commerciale s'organise donc au Quartier latin autour des 5 à 7 000 étudiants qui y passent 10 ou 11 mois de l'année.

De plus, 5 à 7 000 étudiants, ce sont autant de jeunes hommes dont les besoins génésiques parfois revendiqués se heurtent à la morale en vigueur. Il existe des maisons closes qu'évoque par exemple Flaubert, alors qu'il étudie – très modérément – le droit. Il y a surtout le personnage de la « grisette », jeune ouvrière vivant elle aussi dans des garnis, incarnation d'une relation de genre et de sexe très provisoire, au vu de la distance sociale qui la sépare de l'étudiant. Cette relation inégale est donc temporaire, calquée sur le rythme de l'année universitaire. S'il ne s'agit pas au sens strict de prostitution, on peut parler de relations marchandes qui semblent parfois sincères, mais se heurtent très vite à la pression sociale.

Quand la grisette est enceinte, l'épilogue reste généralement discret. Il existe une maternité qui n'est pas très loin du Quartier latin, à Port-Royal, rue de la Bourbe. On savait ce que « aller à la Bourbe » voulait dire pour ces jeunes femmes : accoucher clandestinement et abandonner leur enfant, le paradoxe étant que les hommes qui accouchent ces femmes souvent enceintes d'étudiants sont eux-mêmes des étudiants en médecine s'exerçant à l'accouchement...

S/A: Toujours dans le registre des différences et des ressemblances, nous voudrions aborder le thème de l'engagement politique de la jeunesse étudiante. Il semble que vous l'abordez sous cinq angles différents. D'abord, celui du rapport au peuple, déjà évoqué à travers les relations des étudiants avec les grisettes, mais il existe aussi sous la forme du mouvement philanthropique et on le retrouve dans l'imputation aux étudiants d'un rôle de « déclencheur » d'émeutes, dans les incursions des étudiants dans les faubourgs ouvriers, etc. Le deuxième angle d'approche, c'est la thématique engagement/désengagement ou « bonheur privé/action publique », comme le suggère Hirschmann³, avec des sortes de cycles, 1830, 1848, etc. Le troisième angle qui recoupe le précédent, c'est celui des oscillations d'une jeunesse « héritière » entre dissidence et reproduction. Le quatrième angle aborde la question des divisions internes à la jeunesse étudiante ; et la question de l'homogénéité sociale et politique – ou non – de cette jeunesse bourgeoise. Enfin, le cinquième est relatif au répertoire d'actions dans lequel puise l'intervention politique étudiante.

Jean-Claude Caron : S'agissant des rapports avec la classe ouvrière, il faut tenir compte du fait que le Quartier latin de l'époque était certes un quartier étudiant, mais également un quartier populaire habité par des ouvriers et des ouvrières. Il y avait donc juxtaposition de classes sociales différentes. Mais vivre côte à côte ne veut pas dire forcément se connaître. Quand Vallès s'interroge sur la façon de rompre les barrières, il traduit une réalité certainement vécue. À la lecture de *L'Insurgé*, on comprend que, même durant la Commune, cette barrière n'est pas totalement rompue. Il reste une sorte de méfiance réciproque, même si Vallès ne

3. Albert O. Hirschmann, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983 (1982).

la voit que dans les yeux des ouvriers quand il essaye de les mener au combat. Deux exemples illustrent l'inégalité qui recouvre ces relations avec la classe ouvrière.

Martin Nadaud est un ancien maçon de la Creuse devenu député républicain qui exprime la fierté d'avoir été ouvrier. Dans ses *Mémoires*, il raconte comment il est entré en contact avec des étudiants dans les années 1830, lorsqu'il habitait le Quartier latin. Ceux-ci l'ont vu lire *Le populaire* de Cabet⁴. La communication a pu s'établir parce qu'il manifestait de l'intérêt pour la politique et qu'il savait lire. Sinon, la barrière sociale et culturelle serait demeurée infranchissable entre des milieux qui se côtoyaient sans se fréquenter. Quant à Jules Michelet, dans ses cours au Collège de France, il appelait les étudiants à « enlever leurs gants pour serrer la main chaude de l'ouvrier ». C'est une phraséologie typique de « l'esprit quarante-huitard » qui annonce celle de la Troisième République : pour éviter la guerre sociale, ceux qui savent et qui possèdent doivent aller vers ceux qui n'ont ni biens ni savoir.

On feint parfois de croire qu'il règne, lors des révolutions, une sorte d'harmonie sociale sur la barricade. Mais même dans l'iconographie révolutionnaire du XIX^e siècle, les hiérarchies sociales demeurent. Celui qui dirige, qui indique la bonne direction avec des gestes souvent emphatiques, c'est l'étudiant, le bourgeois, le polytechnicien. On retrouve cela chez Eugène Delacroix dans *La liberté guidant le peuple*. L'étudiant ou le bourgeois, en costume noir et haut de forme, le fusil à la main, est devant l'ouvrier, qui n'a qu'un sabre et qui suit manifestement le mouvement. Même, et je dirais surtout, dans le combat révolutionnaire, la hiérarchie sociale doit continuer à exister. Sinon, on prend le risque d'ouvrir la voie à une remise en cause radicale de l'ordre social. Il serait intéressant de voir dans quelle mesure les mêmes difficultés ont existé en 1968, plus d'un siècle après.

S'agissant de la question de l'engagement, je rappelle que s'il y a des étudiants sur la scène politique, c'est qu'il existe une scène politique, une notion ne prenant vraiment sens qu'à partir de la Révolution française. Durant la Révolution, la jeunesse occupe une place grandissante. Les principaux personnages, de Saint-Just à Robespierre en passant

4. Journal fondé en 1833 par Étienne Cabet, théoricien du communisme icarien.

par Danton et Desmoulin, et même Louis XVI, ont entre 25 et 35 ans. C'est une génération qui s'inscrit dans un processus qui s'invente au moment même où il se déroule. On invente le politique – au risque de sa vie – à des âges extrêmement jeunes. Cet engagement de jeunes révolutionnaires a beaucoup marqué le XIX^e siècle où l'engagement juvénile se confond longtemps avec l'engagement étudiant.

Avant l'instauration du suffrage universel masculin en 1848, cet engagement emprunte des voies extra-électorales, comme la franc-maçonnerie, tolérée par le pouvoir qui peut ainsi facilement la surveiller, à la différence de sociétés secrètes et clandestines comme la Charbonnerie⁵. Mais si la couleur politique dominante au sein de la jeunesse étudiante est alors le libéralisme, le bonapartisme, voire le républicanisme – le mot-clef est celui de patriote, c'est-à-dire de partisan des idéaux de 1789 –, cet engagement est loin d'être monocore. Il existe aussi des étudiants royalistes partisans de la Restauration, puis orléanistes, partisans de Louis-Philippe. On ne peut donc pas confondre étudiant et protestataire. Si l'on saute quelques décennies, au moment de l'affaire Dreyfus, on trouve là encore des engagements étudiants opposés. Les étudiants de l'Action française, qui tiennent le haut du pavé au Quartier latin, se heurtent aux étudiants républicains, voire socialistes. La jeunesse des Écoles ne forme donc pas un groupe politiquement homogène.

Le répertoire d'actions est assez pauvre, si on le compare à celui d'aujourd'hui. En dehors des périodes révolutionnaires, la manifestation de rue est ritualisée. Les cortèges, rarement violents, ont parfois un but que l'on peut qualifier de corporatiste : par exemple, manifester sa sympathie à un professeur démis de ses fonctions par le pouvoir du fait de ses opinions, comme Michelet. Ces manifestations peuvent cependant être liées à un motif de politique générale et être alors plus violentes comme en juin 1820. La police et l'armée apparaissent parfois hésitantes : si elles savent y faire avec les révoltes ouvrières, qu'elles ont souvent noyées dans le sang, c'est plus délicat avec les fils de la bourgeoisie. Le premier « martyr » étudiant, tué par balle⁶, participait à une manifestation contre la remise en cause d'une loi électorale, pourtant déjà très restrictive. Des pétitions ont également été rédigées, mais avec une difficulté : à qui les porter ?

5. Société secrète, répandue dans divers États européens pendant le premier tiers du XIX^e siècle, particulièrement en Italie, où elle suscite les débuts du Risorgimento national. En France, un des objectifs est l'élection d'une Assemblée Constituante destinée à restaurer la souveraineté populaire.
6. Nicolas Lallemand, né en 1787, étudiant en médecine, fut tué par un garde royal lors des troubles qui éclatèrent à Paris en juin 1820. Ses obsèques donnèrent lieu à une manifestation à Paris, avec de nombreux ouvriers du faubourg Saint-Antoine. Plus de quatre mille jeunes gens suivirent le cortège funèbre (source : Amis et Passionnés du Père Lachaise, <http://www.appl-lachaise.net>).

À la Chambre des députés ? Il était presque impossible à un cortège étudiant d'arriver jusque-là. Sous la Restauration ou la monarchie de Juillet, on enregistre des occupations de facultés ou de grandes écoles, à Paris (École normale supérieure, faculté de droit, etc.) comme en province (Grenoble), ce qui entraîne leur fermeture plus ou moins longue.

Enfin, il y a les périodes d'insurrection et de révolution. Et la question : quelle est la part des étudiants dans ces mouvements ? La réponse met en jeu la façon d'écrire l'histoire. L'historien américain David H. Pinkney a estimé cette part très faible dans les journées de juillet 1830⁷. De fait, on dénombre une dizaine d'étudiants ou d'élèves de grandes écoles parmi les quelque 800 morts de juillet 1830, ce qui peut sembler faible. Ce à quoi on peut objecter que, fin juillet, la plupart des étudiants originaires de province, majoritaires à Paris, étaient retournés dans leurs familles. De plus, n'oublions pas que 5 000 étudiants, c'est peu, comparés au million d'habitants que comptait alors Paris. Leur rôle concret, surtout dans l'organisation, était important. Le polytechnicien, par exemple, porte un uniforme, il a une épée, parfois une arme à feu. On le voit facilement, on va naturellement vers lui à cause de son savoir militaire.

Toutefois, je pense que les récits et les images amplifient le rôle des étudiants et des élèves des grandes écoles dans les épisodes révolutionnaires. On peut tenter de l'expliquer en évoquant l'idée d'instrumentalisation. Les étudiants sont ceux qui organisent le désordre. Ils contribuent, par leur présence, à maintenir l'ordre social dans la révolution, dont on ne sait pas jusqu'où elle peut conduire. Un des grands thèmes des images et des récits de 1830 et 1848, c'est la représentation de la fraternité. Il existe d'innombrables gravures où l'on voit, formant un front uni, le garde national, l'étudiant et l'ouvrier. L'étudiant, généralement au milieu, fait le lien et maintient la cohésion du groupe. C'est vers lui que les regards convergent. Comme Marx l'a analysé, les usages politiques de la fraternité ont pour objectif de reléguer au second rang toute expression d'une discorde sociale. Par ses origines sociales et sa catégorie d'âge, l'étudiant apparaît comme l'agent idéal de la cohésion sociale. Cette sur-représentation des étudiants obéit donc, redisons-le, à des fins idéologiques. Leur présence témoigne du fait que

7. David H Pinkney, *La Révolution de 1830 en France*, Paris, PUF, 1988.

la révolution est restée dans la norme, n'a pas bouleversé l'ordre social. Ils sont l'ordre dans le désordre.

S/A: À propos de l'engagement politique étudiant, il semble qu'on peut distinguer trois thèses récurrentes. La première évoque, quelle que soit l'époque, quelque chose comme « une propension de la jeunesse à la révolte » : c'est ce que suggèrent des exégètes aussi différents que Jules Michelet au XIX^e siècle et Edgar Morin en mai-juin 68⁸. Peut-on donner un contenu sociologique à cette vision « essentialiste » de la jeunesse ? On a déjà évoqué l'éloignement – donc l'affranchissement relatif – de la famille d'origine, l'ouverture d'une parenthèse, dans le cours des âges de la vie, associée à la vie étudiante, etc. La deuxième thèse est celle du phénomène des « générations » supposées porteuses d'une vision et d'une mission spécifiques. Le titre de votre livre s'y réfère explicitement : quelle importance lui accordez-vous ? La troisième thèse est celle dont Roger Chartier a suivi la trace au fil des siècles : celle des « intellectuels surnuméraires »⁹. Schématiquement, de ce point de vue, la menace de déclassement que fait peser la surproduction de diplômés serait au principe du ressentiment des déclassés virtuels, « les Rousseau des ruisseaux », comme dit Darnton¹⁰. On peut en indiquer une quatrième suggérée par lecture de votre livre. Les étudiants de la Restauration sont porteurs d'une nouvelle forme de capital : le capital culturel institutionnalisé, comme dit Bourdieu. Aussi longtemps que « la naissance » (les titres de noblesse) continue à prévaloir pour l'accès aux positions de pouvoir, on peut interpréter les luttes politiques étudiantes comme autant de tentatives visant à obtenir la revalorisation de l'espèce de capital qu'ils détiennent (leurs titres scolaires) : de ce point de vue il s'agirait de luttes au sein du « champ du pouvoir » entre porteurs de différentes espèces de capital. Dans la mesure où cette revalorisation est à peu près acquise en 1830, ils cessent alors d'être révolutionnaires...

Jean-Claude Caron: En fait, les quatre thèses se recourent. Le thème du déclassement social lié aux générations est récurrent tout au long du XIX^e siècle. Il

8. Edgar Morin, « Culture adolescente et révolte étudiante », *Annales ESC*, mai-juin 1969, pp. 765-776.
9. Roger Chartier, « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVIII^e siècle », *Annales ESC*, 37^e année, n° 2, mars-avril 1982, pp. 389-400.
10. Robert Darnton, « Dans la France pré-révolutionnaire : des philosophes des Lumières aux Rousseau des ruisseaux », in *Bohème littéraire et révolution. Le monde des livres au XVIII^e siècle*, Paris, Hautes Études, Gallimard, Le Seuil, 1983, pp. 7-41.

apparaît à l'occasion de chaque insurrection, dès la Restauration. Balzac y fait d'ailleurs écho dans ses romans : les diplômés sans emploi, les avocats sans cause, les médecins sans malades. Le binôme réussite dans les études/échec professionnel est donc omniprésent. Cela inquiète les gouvernements. Il est en effet porteur non pas de révolution politique – qui est une forme connue – mais de révolution sociale, qui angoisse la fraction dominante de la population. À une époque où le libéralisme s'impose et va se conforter en 1848 dans sa forme républicaine, les termes de socialisme, apparu vers 1830, et de communisme, en 1840, font peur. Cela explique aussi pourquoi chaque révolution se traduit par une « chasse aux places » à laquelle se livrent les jeunes diplômés. La suite de la révolution de 1830 est éclairante de ce point de vue, avec la véritable « curée » qu'elle provoque. On chasse nombre de fonctionnaires quand ils ne partent pas d'eux-mêmes – et on redistribue fonctions et places. Michelet écrit ainsi en 1830 – il a 32 ans – à Quinet, alors en Allemagne : « Reviens vite, c'est maintenant que les places se distribuent ».

Les étudiants sont porteurs d'un capital scolaire et universitaire. Ils en sont fiers et n'hésitent pas à le dire. En même temps, ils sont en colère de le voir non reconnu par la société. Et cela d'autant plus que son acquisition a été chèrement payée – faire des études en 1830 ou en 1850 était beaucoup plus coûteux que cela ne l'est aujourd'hui. Cela alimente régulièrement des débats parlementaires ou journalistiques sur la nécessité de limiter l'accès à l'enseignement supérieur à ceux qui ont, par leurs origines, la capacité d'hériter d'une position sociale, de la reproduire et ne sont donc pas dans l'obligation de la créer. Ce déclassement peut-il s'analyser comme un phénomène de génération ? Karl Mannheim¹¹ et plus récemment Annie Kriegel¹², ou encore Jean-François Sirinelli ou Pierre Nora¹³, ont montré l'intérêt de la catégorie de génération pour les sciences sociales. Mais l'historien reste souvent mal à l'aise face à une catégorie difficilement cadrable ou réductible à une définition unique, ce qui rend son utilisation délicate. Le XIX^e siècle est pourtant scandé par une succession de mouvements révolutionnaires dans lesquels on ne peut pas totalement évacuer l'idée générationnelle. Ne serait-ce que parce que celle-ci

11. Karl Mannheim, *Le problème des générations*, Nathan, 1990 (1^{re} édit. allemande : 1928).
12. Annie Kriegel, « Le concept politique de génération : apogée et déclin », *Commentaire*, n° 7, automne 1979, pp. 390-399.
13. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988. Voir également le n° 22 de 1989 de *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, consacré à la notion de génération et l'article « Génération » dû à Pierre Nora dans *Les lieux de mémoire* (III. Les France. 1. Conflits et partages ; rééd. Gallimard, 1997, t. II, coll. Quarto, pp. 2984 et suivantes).

est couramment construite et utilisée par les acteurs de ces mouvements, dans la représentation qu'ils donnent d'eux-mêmes, en particulier les politiques lorsqu'ils évoquent leur jeunesse étudiante.

La jeunesse est-elle synonyme de révolte ? Depuis le Moyen-Âge, elle est pensée ainsi par les autorités religieuses et politiques. Parfois, un facteur social s'intercale qui amène plutôt à parler *des jeunesses*. Comme on l'a vu, une partie de la jeunesse peut aussi être conservatrice, voire réactionnaire. Mais, en définitive, c'est bien la distinction sociale qui domine dans le traitement policier et judiciaire des jeunes révoltés. Par exemple, après l'insurrection républicaine de juin 1832 à Paris (celle que Victor Hugo met en scène dans *Les Misérables*), des centaines d'individus ont été arrêtés. Parmi ceux-ci, figuraient des étudiants et même des polytechniciens. Devant l'impossibilité de juger tout le monde, la justice a fait un tri. Dans leur grande majorité, les étudiants ont été libérés au prétexte que leur jeune âge et leur respectabilité sociale apparaissaient comme des circonstances atténuantes, même s'ils avaient été arrêtés à la tête d'un groupe d'insurgés, le sabre ou le fusil à la main. En somme, jeunesse et position sociale sont des éléments à décharge, au motif que l'intéressé va s'assagir. Mais pour les ouvriers, les mêmes éléments sont considérés à charge : pour la justice, il s'agit de sévir le plus tôt possible, afin d'empêcher toute récidive. En fait, entre les juges et les étudiants arrêtés, on est dans l'entre-soi social, avec seulement un intervalle générationnel de 20 ou 30 ans.

S/A : En 1968, il y a inversion de ce point de vue relativement clément à l'égard des étudiants. Ce sont les syndicats, représentant les ouvriers, qui jouent le rôle de garde-fou contre les éventuels dérapages, les étudiants par contre, c'est « la chienlit », les facteurs de désordre. Les archives de la police de 1968 insistent en effet sur le fait que cela se passe bien avec les ouvriers et la CGT, alors que les étudiants sont présentés comme imprévisibles. Et aujourd'hui, nouveau renversement semble-t-il, à la mesure peut-être de l'étiollement ou du retournement des organisations défendant hier la « classe ouvrière », les classes populaires sont redevenues irrationnelles et dangereuses (surtout quand elles votent)...

Dans votre livre L'été rouge¹⁴ qui analyse un cas de révoltes populaires, vous mettez justement en évidence le rôle des stéréotypes dans l'analyse des événements que vont entreprendre magistrats et policiers après coup lors des procès. Or ici ce sont plutôt des stéréotypes régionaux qui cadrent les interprétations. La manière de penser les révoltes populaires va varier en fonction du lieu – et de son « tempérament » – où elles se sont produites et sans doute faire varier aussi leurs sanctions...

Jean-Claude Caron: Oui, même si ce sont souvent des constructions et même des re-constructions postérieures à l'événement, qui offrent un cadre explicatif commode, permettant de faire l'impasse, là encore, sur le social. Après coup, on cherche à affiner tout cela à travers des stéréotypes de genre, d'âge, de région. On invoque effectivement des stéréotypes culturels – on a le sang chaud dans le Midi. Semblent intervenir dans ce cas le climat, la chaleur, les pratiques religieuses, la nature des jeux collectifs, plus ou moins violents, etc. Mais tout au long de cette période, on peut noter que l'homme du peuple est globalement pensé comme violent. On voit poindre des thèmes comme celui des « classes dangereuses », celui du mauvais exemple que donneraient Paris ou Lyon, avec les grèves qu'on appelait alors les coalitions, les canuts révoltés en 1831 et 1834, etc. On se méfie des grandes villes ouvrières, qui ne sont d'ailleurs pas les mêmes que celles de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

On est donc d'autant plus surpris lorsque la révolte populaire touche une région plutôt rurale ou une ville considérée comme paisible. C'est le cas, par exemple, avec la véritable insurrection qui touche Clermont-Ferrand en 1841, et qui part d'une protestation anti-fiscale, quand le gouvernement décide de revoir la manière de calculer l'impôt sur les portes et les fenêtres. Clermont est une ville réputée tranquille où le mouvement de 1841 a pourtant connu une sorte d'acmé. En deux jours, les insurgés ont chassé le préfet, le procureur, le maire et le commandant de la division militaire, vidant la ville de toute forme d'autorité. L'administration devant trouver une explication rentrant dans des schèmes acceptables, les stéréotypes remplissent alors leur rôle.

14. Jean-Claude Caron, *L'Été rouge. Chronique de la révolte populaire (France, 1841)*, Paris, Aubier, 2003.

S'agissant du genre, il y a eu longtemps un véritablement aveuglement des historiens. Ils occultaient la place des femmes alors qu'elles ont toujours été très visibles et très présentes dans les révoltes populaires. Les archives en parlent d'ailleurs abondamment. Leur participation s'inscrivait dans une vraie stratégie: elles étaient envoyées devant avec les enfants, car on savait que la troupe ne tirerait ni sur les premières ni sur les seconds. La répartition des rôles est traditionnelle: les femmes insultent les forces de l'ordre, les enfants les caillaient, les hommes restent alors au second plan avec leurs armes ou leurs outils. Si la situation devenait trop tendue, les femmes sortaient de la scène avec les enfants et les hommes y entraient.

La notion d'enfant est d'ailleurs assez floue. Ont-ils 8 ans? 10 ans? 15 ans? À Clermont-Ferrand en 1841, des enfants de 8 à 10 ans ont effectivement été arrêtés et emprisonnés le temps d'être interrogés. Ils ne sont évidemment pas passés en jugement, la loi ne le permettant pas. Mais en général, il s'agit plutôt d'adolescents de 14 ou 15 ans. Dans *Choses vues*, Victor Hugo, parlant des émeutes de 1839, raconte avoir vu des « adolescents » ou des « jeunes drôles » dans les cortèges d'insurgés, avec les ouvriers adultes. Ils n'ont pas encore de fonction sociale nettement attribuée, sont commis ou apprentis. Mais ils figurent souvent dans l'avant-garde des cortèges. Le phénomène est ancien et les gavroches ont existé bien avant Gavroche. Les policiers craignent ces jeunes émeutiers, car, selon leurs rapports, ils ne connaissent pas de limites: quand ils ont un pistolet, ils tirent, alors que les adultes le font moins facilement, étant plus conscients des risques qu'ils prennent.

S/A: Deux questions encore. Vous évoquez pour Paris un métissage entre classes sociales. Vous parlez de « rencontres » sociales à Paris, plutôt que de simple juxtaposition. Qu'en était-il en province à une époque où la société était faiblement urbanisée et nationalisée et où elle restait clivée entre régions? Y avait-il rencontre entre groupes sociaux différents et sur quel mode? Deuxième question: celle des faux-bruits ou des rumeurs qui semblent avoir joué un rôle central dans le déclenchement de la révolte « contre l'impôt » que vous analysez. Quels en étaient les fondements?

Comment ces rumeurs se diffusaient-elles et réussissaient-elles à prendre une importance telle qu'elles poussaient à la rébellion ? Vous évoquez le rôle ambigu de l'élite opposante...

Jean-Claude Caron : Pour qu'une rumeur s'impose au-delà d'un milieu social, il faut qu'elle soit fondée sur quelque chose de suffisamment partagé pour que sautent les barrières habituelles entre les classes sociales. La fiscalité en constitue le meilleur exemple. Les impôts occupent une place très sensible dans l'imaginaire du XIX^e siècle. L'idée même d'un prélèvement sur ce que l'on gagne, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu, n'était pas partagée. L'impôt sur le revenu ne sera introduit qu'en 1914. Les ressources de l'État venaient donc des impôts indirects qui sont, comme le montre le cas de la gabelle sous l'Ancien Régime, l'objet de haines tenaces de la part de ceux qui y sont assujettis. La tension est donc fréquente lorsque les agents de l'administration fiscale opèrent, plus encore lorsque les règles changent.

En 1841 par exemple, l'État soupçonne les maires, chargés de compter les portes et les fenêtres, d'en oublier lorsqu'ils les dénombrent, pour se faire bien voir de leurs administrés. D'où, par souci d'égalité devant l'impôt, comme le disait déjà le ministre des Finances de l'époque, Humann, l'idée d'envoyer des contrôleurs du fisc pour accompagner les maires. C'est le départ d'une rumeur qui va s'amplifier et déraper : les contrôleurs ne vont pas se contenter de compter les portes et les fenêtres, ils vont entrer dans les maisons, fouiller les coffres, compter les meubles, les vêtements, le bétail, les volailles, les enfants nés ou à naître, etc., tout cela étant soumis à un barème – évidemment fictif – qui circule à travers le pays. Une chose remarquable, c'est qu'on retrouve, comme une sorte d'invariant, des rumeurs analogues en 1789 et même sous l'Ancien Régime. Ce qui pose pour le chercheur la question de la transmission de ces rumeurs.

Les élites libérales auraient pu, si elles l'avaient voulu, jouer le rôle de contre-feu. Ce sont en effet leurs employés, leurs fermiers ou leurs domestiques qui écoutaient les rumeurs. Mais, opposées ou non au gouvernement, elles

ont laissé faire et ont parfois même entretenu la rumeur, déviant ainsi vers l'État une protestation à laquelle elles s'associaient sans mal: le refus de l'impôt est souvent un dénominateur commun de la protestation anti-étatique. Cela ne s'est pas fait de façon militante, même s'il y avait une petite frange de militants politiques, mais le plus souvent à travers les relations employeurs-employés. Les autorités ont cherché des explications du côté des professions itinérantes, incriminant les colporteurs. On a évoqué aussi le rôle des médecins, des notaires, de toutes les personnes qui ont besoin de circuler pour exercer leur métier. En réalité, les personnes qui protestent à Clermont-Ferrand ou à Toulouse ne sont pas tellement les bourgeois, mais les professions artisanales, les ouvriers de métiers. Les clivages sociaux ne sont pas abolis mais il y a confusion et même fusion *temporaire* d'intérêts. Les distances sociales reviennent évidemment très vite quand les élites estiment qu'elles ont atteint leur but. La rupture de ces alliances temporaires est très rapide et il peut même y avoir un renversement d'alliances: la gestion des fins de crises, politiques comme sociales, s'inscrit alors dans la thématique du retour à l'ordre. ■